

# COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

Numéro 58

Mercredi 11 février 1976

Prix : 1 F

## ÉDITORIAL

### En France comme aux Antilles il faut de véritables partis communistes

**E**N Martinique comme en Guadeloupe, les partis de gauche présentent le Parti Communiste Français (PCF) comme le grand parti d'avenir. Celui que les travailleurs antillais ont tout intérêt à voir au gouvernement. A en croire ces partis, plus le PCF se rapproche du pouvoir, plus les problèmes des Antilles ont des chances d'être résolus.

Nous avons aujourd'hui la possibilité de savoir clairement quels sont les objectifs du PCF. Il les a en effet proclamés lors de son XXII<sup>e</sup> congrès qui s'est tenu du 5 au 7 février.

A cette occasion, le PCF a décidé d'abandonner officiellement la notion de dictature du prolétariat. Et pendant qu'il y était, son secrétaire général a proclamé son aversion pour le poing levé des travailleurs pour proclamer qu'il était partisan de la main tendue... y compris aux gaullistes.

Pourquoi tout cela ? Tout d'abord le PCF tient à montrer qu'il est bien un parti national qui ne doit plus de comptes à l'URSS dont il se démarque. Le PCF se montre même sous un jour ouvertement nationaliste, chauvin. Ainsi, dans les discours de Marchais revenaient perpétuellement les mots nation, patrie et drapeau tricolore.

Les abandons du PCF sont une démonstration vis-à-vis de l'opinion publique bourgeoise également sûr un autre plan : le PCF tient à montrer que, même en paroles, il ne se réclame plus de la révolution et du pouvoir des travailleurs.

Mais rien de cela n'est nouveau. Il y a longtemps déjà que, derrière un langage communiste, le PCF n'est plus communiste. Déjà en 1944 et 1947, il accepta de participer à un gouvernement bourgeois, aux côtés de politiciens des plus réactionnaires et sous la direction du général de Gaulle. Le PCF au gouvernement a cautionné, voire même mené une politique entièrement au service de la bourgeoisie française. On ne saurait oublier en particulier que le PCF participait au pouvoir lorsque l'aviation et l'armée française noyèrent dans le sang la première insurrection anticolonialiste du peuple algérien à Sétif.

« Alors ce qui s'est passé au XXII<sup>e</sup> congrès ne porte pas sur des problèmes de fond. Le PCF a simplement adapté son langage à sa politique. En réalité, le PCF aspire à la « direction et à la gestion des affaires du pays ». Il veut, comme les autres partis, aller au gouvernement. Mais à son tour, en acceptant l'alternance avec les partis de droite, il admet qu'un parti réactionnaire le remplace au gouvernement. Cela signifie que le PCF s'engage officiellement à ne pas prendre des mesures irréversibles contre la bourgeoisie. En particulier les exploités coloniaux des Antilles n'ont pas grand-chose à craindre des réformes d'un PCF au pouvoir. Il sera toujours possible à un successeur de revenir dessus.

Pourtant, le PCF a quand même peu de chances d'arriver au gouvernement. La bourgeoisie a pris note : le PCF se veut un parti comme les autres. Seulement, la bourgeoisie sait qu'elle doit compter avec les illusions que le PCF entretient dans la classe ouvrière. Elle préfère mettre au gouvernement du personnel politique de droite de qui les travailleurs n'attendent pas le changement. Il est donc fort probable que le PCF perd son temps à ramper et à se traîner devant la bourgeoisie. Mais c'est son affaire. En tout cas, pour la classe ouvrière française, il reste à bâtir un véritable Parti Communiste.

Pour nous, il n'y a non plus aucun espoir dans ce parti qu'est le PCF. Nous aussi, aux Antilles, nous devons construire un véritable Parti Communiste qui n'ait pas honte d'affirmer clairement qu'il veut déposséder la bourgeoisie de son pouvoir politique, et qu'il veut mettre à la place le pouvoir des ouvriers et des paysans pauvres.

Aux travailleurs des Abymes,  
de Sainte Rose (Guadeloupe), de Fort-de-France,  
du Lamentin (Martinique)

## Soutenez les candidats de Combat Ouvrier aux élections cantonales

Les élections cantonales auront lieu les 7 et 14 mars en Martinique et en Guadeloupe. Les candidats de Combat Ouvrier participent à ces élections. Ils le font pour que les travailleurs puissent exprimer leur mécontentement à la fois contre les serviteurs du pouvoir colonial, et contre ceux qui sont incapables de le combattre.

Les travailleurs sont nombreux à constater que leur situation se dégrade un peu plus chaque jour. Ils voient diminuer le nombre des emplois offerts sur place. Ils voient leurs salaires rester stationnaires alors que le coût de la vie augmente en permanence. Ils sont obligés de se battre quotidiennement pour échapper aux menaces de licenciements comme c'est le cas dans l'industrie du bâtiment, dans les bananeraies. Ils doivent se battre ne serait-ce que pour recevoir le paie-

ment normal des heures de travail qu'ils ont effectuées. Ils doivent se battre pour faire respecter leur dignité comme c'est le cas pour les travailleuses des ha-

bitations qui sont en butte aux pressions des géreurs qui veulent les voir céder à leurs propositions.

(Suite page 3)

### LIRE NOS ARTICLES

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| — Ouverture de la récolte (page 2)  | — Mayotte, le moindre mal (page 4)     |
| — Des travailleurs à 370 F (page 2) | — Le socialisme selon Justice (page 4) |
| — Senghor en Martinique (page 3)    |  |

## Troupes françaises hors de Djibouti

**A**INSI la prise en otage de trente enfants de militaires français s'est terminée tragiquement à Djibouti. A la suite de l'intervention de la Légion l'un d'entre eux était tué et de nombreux autres blessés, une fillette devait succomber quelques jours plus tard à ses blessures.

Certes, la prise en otage de ces enfants ne peut en aucune manière faire avancer la lutte des peuples de Djibouti. Mais force est de constater que si ces enfants étaient à Djibouti, c'est parce que leurs parents s'y trouvaient aussi. Or leurs parents, ce sont les militaires de carrière chargés de veiller sur l'ordre colonial.

Lire notre article  
en page 4



Les habitants de Djibouti manifestent contre le colonialisme.

# OUVERTURE DE LA RÉCOLTE

## La situation difficile des ouvriers industriels

**L**ES ouvriers industriels sont parmi ceux dont les salaires ont le moins suivi le rythme des hausses de prix au cours de ces dernières années. Les usiniers se contentent tout juste d'appliquer les différents relèvements du SMIC à la fois aux salaires les plus bas et aux salaires les plus élevés. Il faut souligner que les syndicats n'ont jamais présenté et défendu des revendications de salaire qui dépassent le taux d'augmentation du SMIC, le considérant comme une base valable pour fixer les revendications. Le résultat de cette politique salariale c'est que le pouvoir d'achat des ouvriers industriels n'a cessé de baisser au point que à la veille de la récolte il est de 20 % inférieur à celui des ouvriers du bâtiment.

C'est pourquoi les ouvriers industriels exigent, avant l'ouverture de la récolte, des augmentations substantielles de salaires, mais aussi l'amélioration des conditions de travail.

Ils réclament notamment :

- une augmentation générale des salaires de 20 % afin de rattraper les salaires du Bâtiment ;
- la révision régulière des salaires en fonction de l'augmentation du coût de la vie ;
- la révision de la grille hiérarchique qui date des conventions collectives de 1953, c'est-à-dire de vingt-trois ans ;
- l'application de toutes les mesures de sécurité et d'hygiène,

telles qu'elles sont prévues dans la législation du travail.

Les ouvriers industriels semblent bien déterminés à faire triompher ces revendications. Cependant, ce n'est pas sur les négociations dans le cadre des commissions paritaires où les dés sont pipés d'avance qu'ils doivent compter pour les imposer aux patrons. C'est avant tout leur lutte et leur grande détermination qui forceront ceux-ci à satisfaire leurs légitimes revendications.

# Vers de nouvelles luttes des ouvriers agricoles

**C**OMME chaque année avant l'ouverture de la récolte des négociations ont lieu entre les patrons et les différents syndicats de travailleurs agricoles, le préfet jouant un rôle d'arbitre en cas de désaccord entre les parties. Bien entendu, le préfet rend toujours un arbitrage favorable aux patrons.

Dans le cadre de ces négociations, différents syndicats ont publié leur programme de revendications. C'est ainsi que pour la récolte 1976, l'UTA avance les revendications suivantes :

— l'établissement des salaires agricoles sur la base du SMIC, c'est-à-dire 51,55 F pour la journée de travail ;

— le paiement à tous les travailleurs des congés payés au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet, et de la journée du 1<sup>er</sup> mai ;

— la prise en charge par les différentes sociétés agricoles des

frais de déplacement des coupeurs et des attacheuses.

Pour ce qui est des conditions de travail et du droit syndical, l'UTA demande que soit respecté le décret 68-614 du 8 juillet 1968 rendant obligatoire la visite médicale dans l'agriculture, que cesse la répression patronale contre les travailleurs syndiqués et que tous les chantiers soient ravitaillés en eau potable.

Toutes ces revendications sont fort légitimes. Si elles étaient appliquées, elles permettraient une certaine amélioration des conditions de travail des travailleurs de la canne. Cependant, les ouvriers agricoles ont bien d'autres revendications qu'il est important de mettre en avant.

En effet, depuis quelques années, le problème majeur auquel se heurtent les travailleurs de la canne, c'est celui de l'emploi. La mécanisation de la coupe et du transport ont terriblement réduit le

nombre d'emplois dans la canne. Nombre d'ouvriers agricoles sont jetés au chômage et sont sans ressources ; d'autres ne travaillent en moyenne que quatre jours dans la quinzaine. Cette année, la situation s'est aggravée du fait de l'arrivée de nouvelles machines sur les habitations et le problème de l'emploi se pose avec plus de force encore aux travailleurs des champs. C'est pourquoi les ouvriers agricoles devront non seulement se battre pour les revendications de salaire mais également pour la garantie de l'emploi à tous. Ils devront notamment exiger la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Mais il est certain que même appliquées ces mesures ne permettraient pas d'embaucher tous les ouvriers agricoles.

Les mêmes usiniers responsables du chômage et de la misère des travailleurs possèdent des milliers et des milliers d'hectares de terres desquelles ils tirent des fortunes colossales. En face de ceux-ci, des milliers de travailleurs sans travail, de paysans sans terre, connaissent une misère noire et arrivent à peine à subsister. Mais ce problème n'est pas insoluble. Il faut imposer que soient mises à la disposition des travailleurs des champs, des terres cultivables et des moyens de culture. Ainsi les ouvriers agricoles pourraient entreprendre sur ces terres des cultures vivrières leur permettant, à eux et à leurs familles, de se nourrir et d'en tirer quelques revenus. Mais pour arracher toutes ces revendications, salaires plus élevés, répartition du travail entre tous, de la terre aux sans emploi, les travailleurs de la campagne devront s'organiser pour lutter. Ils devront prendre en mains leurs propres affaires et ne compter que sur leur capacité à lutter. C'est à ces seules conditions qu'ils changeront quelque chose à leur sort.

## Les petits planteurs n'ont pas à faire les frais des fluctuations du prix du sucre

Le prix du sucre, paraît-il, n'augmentera pas cette année, contrairement au dernier semestre de 1975 où une conjoncture favorable sur le marché mondial avait entraîné une hausse sensible de cette denrée. Certains experts parlent donc de stagnation du prix du sucre, d'autres de sa baisse.

Cela suffit pour que les usiniers décrètent que le prix de la tonne de canne, lui non plus n'augmentera pas cette

année. Les capitalistes n'avaient pourtant pas fait la proposition inverse quand le prix du sucre montait. Car c'est seulement grâce à leur combat que les petits planteurs avaient arraché 110 F pour la tonne de canne d'une richesse de 9, à l'occasion de la dernière récolte.

Ce seront eux les premières victimes de la récente décision des usiniers, eux dont les revenus ne sont déjà pas suffisants pour vivre.

Discrets lorsque les affaires vont bien, les capitalistes poussent de hauts cris à la moindre menace de réduction de leurs profits et s'empres- sent de prendre, contre les plus vulnérables, les mesures qu'impose la défense de leurs intérêts. C'est pourquoi les petits planteurs ont raison de réclamer la suppression du paiement de la canne en fonction de la richesse saccharine et l'augmentation du prix de la tonne de canne quelle que soit sa teneur en sucre.

## EN BREF EN BREF EN BREF EN BR

### ROBERT (Martinique)

#### STEPHANIE : PAYEZ LES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX

● L'affaire des travailleurs municipaux du Robert n'est toujours pas résolue. Ils sont en effet plus d'une centaine à attendre leur salaire depuis neuf mois.

De plus, le maire UDR de cette commune, a suspendu la quasi-totalité des ouvriers qui réfectionnaient les routes communales. En fait ces « suspensions » de durée illimitée sont tout sim-

plement des licenciements.

A la suite des démarches entreprises par ces employés, l'administration préfectorale a promis de régler le problème et paraît-il, a mis la commune en demeure de payer. En réalité, cette municipalité UDR, qui n'en est pas à son premier coup dans ce genre, est couverte par l'administration coloniale. Souvenons-

nous du complot municipalité-SIMAG pour expulser les habitants du quartier cité Lacroix.

La préfecture prétend régler le problème mais en fait elle cautionne le brigandage du maire et de sa clique. La vérité c'est qu'elle couvre tant qu'elle peut ceux qui font preuve de leur servilité à l'égard du gouvernement colonialiste.

### CAPESTERRE (Guadeloupe) :

#### LE COMITE DE CHOMEURS RENCONTRE LA SYMPATHIE DES TRAVAILLEURS

● Depuis sa création, il y a près d'un mois, le comité de chômeurs de Capesterre s'est fixé comme but de regrouper le plus grand nombre possible de jeunes et de chômeurs de la région et de sensibiliser davantage la population sur le problème du chômage. Dans ce but, des conférences publiques sont organisées dans différents quartiers et hameaux de la commune. Trois

ont déjà été tenues à l'heure où nous écrivons. Elles ont connu un succès appréciable. De plus, à chaque conférence, de nouvelles adhésions sont prises. Et cela n'a rien de surprenant. Car les revendications avancées font l'unanimité, entre autres :

— La répartition du travail entre tous sans diminution des salaires.

— L'interdiction des heures supplémentaires.

— L'attribution d'allocation de chômage comme cela se fait en France.

— La création d'emplois nouveaux par l'ouverture de nouveaux chantiers de travaux publics et du bâtiment, la création de postes dans les services publics (hôpitaux, PTT, enseignements, etc.), notoirement insuffisants.

### FRANCE

## Des travailleurs à 370 F par mois

● A l'hôpital de la Salpêtrière, à Paris, dix-huit jeunes travaillent pour le salaire indécent de 370 F par mois.

A en croire le gouvernement, ils ont de la chance. En effet, ils remplissent les conditions pour être employés à 370 F par mois. En particulier, être âgé(e) de 16 à 18 ans, et être inscrit(e) à l'agence nationale de l'emploi de leur quartier.

Ce sont donc de jeunes chômeurs. Et le gouvernement a trouvé une solution pour eux. Non pas la création d'emplois. Pas davantage, comme le laissent entendre des responsables du gouvernement, une formation professionnelle. Non ! La trouvaille c'est le stage de préformation.

On n'y apprend pas un métier. Il s'agit, selon la publicité, de se rendre compte de ce qu'est la vie au travail. Il s'agit d'apprécier si un métier vous plaît ou non. Cela pendant quatorze semaines, par exemple dans un hôpital.

Cette « préformation » est un véritable scandale. Avec la crise actuelle, les jeunes chômeurs n'ont pas le choix. Pendant trois mois, ils acceptent de gagner par mois à peine de quoi vivre une semaine. De plus, l'espoir d'être embauchés à la fin du stage en fait une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Et bien sûr, les jeunes Antillais que la politique coloniale conduit de plus en plus nombreux vers la France n'échappent pas à cette surexploitation.

# SOUTENEZ LES CANDIDATS DE COMBAT OUVRIER

Alors que le gouvernement multiplie les déclarations annonçant qu'il est décidé à prendre des mesures pour que la situation change, on voit que la réalité est toute autre.

En Martinique, ce sont deux grands hôtels qui ont fermé leurs portes alors qu'on nous présente le tourisme comme une solution pour créer des emplois. En Guadeloupe, des hôtels récemment construits licencient déjà du personnel car ils n'ont pas de clients et que cela ne marche pas aussi bien que le gouvernement le dit.

Partout, dans toutes les couches pauvres de la population, on est conscient que rien ne va bien et qu'il faut faire quelque chose pour s'en sortir.

Les politiciens de droite comme ceux de gauche prêchent la patience et la passivité aux travailleurs. Ceux de droite distribuent des promesses. Ceux de gauche disent aux travailleurs « Cela va changer si vous choisissez de bons représentants pour vous défendre au Conseil général et à l'Assemblée nationale ». Ou alors ils disent d'attendre qu'il y ait en France un bon gouvernement.

Mais c'est cela que l'on disait déjà avant les élections présidentielles. On nous disait que si Mitterrand « passait » cela aurait changé pour nous. Mais Mitterrand n'a pas été élu. Faudra-t-il attendre chaque nouvelle élection pour voir changer notre sort ?

## Ce ne sont pas les bulletins de vote qui changeront le sort des travailleurs

Nous, révolutionnaires, ne croyons pas que c'est par les élections qu'on peut changer quoique ce soit. Lorsque les travailleurs du bâtiment ou ceux de la banane veulent une amélioration de salaire ou lorsqu'ils doivent empêcher des licenciements, ce n'est pas sur un conseiller général ou un député qu'ils comptent. Ils s'appuient sur leurs propres forces et se mettent en grève. Ils se battent et c'est par la force qu'ils obligent les patrons à leur donner satisfaction.

Ce que nous faisons au niveau d'une entreprise, il nous faudra le faire pour le pays tout entier.

Contrairement aux partis et aux hommes politiques de la gauche, PC, PS et PPM, les révolutionnaires ne comptent ni sur la bonne volonté des colonialistes, ni sur la venue d'un gouvernement de gauche en France.

Personne ne résoudra à notre place le problème qui se pose aux Antilles. Et il faudra le résoudre. Notre sort ne peut continuer à dépendre de quelques capitalistes français et de quelques hommes politiques de droite ou de gauche vivant à 7.000 km d'ici. Il n'y a aucun doute sur le fait que tant que des travailleurs ne s'occuperont pas sérieusement d'organiser la lutte pour chasser les représentants du gouvernement français de nos pays et pour organiser leur propre pouvoir, aucun progrès ne sera possible. Voilà ce que la gauche, PC, PS et PPM ne dit pas et ne veut pas faire. Elle se complait passivement à énoncer des protestations verbales contre les injustices et les attaques du colonialisme au lieu de prendre la tête de la lutte. Elle pourrait y appeler une classe ouvrière qui, en de multiples occasions, a déjà montré qu'elle était combative. Mais la gauche a peur de la lutte et fait tout ce qui est en son pouvoir pour la freiner.

## Votez pour Combat Ouvrier

Beaucoup de palabres se déroulent au Conseil général, mais peu de choses s'y décident. Le pouvoir réel est aux mains du préfet. C'est bien cela la démocratie des bourgeois : on nous laisse le droit d'élire ceux qui n'ont pas le pouvoir de décider, mais nous n'avons aucun contrôle sur ceux qui décident.

Alors, bien sûr, un ou même plusieurs révolutionnaires au Conseil général ne changeraient pas le caractère de cette chambre d'enregistrement.

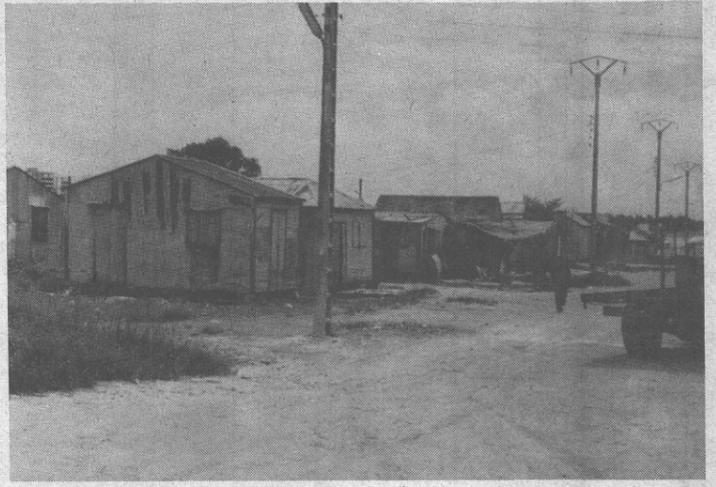
Mais ne serait-ce qu'un seul révolutionnaire au Conseil général, cela signifierait que tout ce qui s'y passe serait connu de la population laborieuse. Un révolu-

tionnaire au Conseil général, cela signifierait que les travailleurs auraient une paire d'yeux et une paire d'oreilles dans cette antre, et que rien ne pourrait s'y faire ou s'y dire sans que cela se sache dans le pays.

Les travailleurs auront en main un bulletin de vote le 7 mars. Le seul usage qu'ils puissent en faire c'est de voter pour les candidats de Combat Ouvrier. Car même si les candidats de Combat Ouvrier ne sont pas élus, les votes qui se seront portés sur leurs noms seront interprétés par le pouvoir colonial comme un avertissement. L'avertissement que les exploités antillais en ont assez de l'exploitation, assez de l'oppression coloniale, et qu'ils tiennent à le dire.

Travailleurs, la meilleure façon d'exprimer votre mécontentement à l'occasion de ces élections au Conseil général, c'est de voter le plus à gauche possible.

Votez pour les candidats de Combat Ouvrier !



Contre le chômage et la misère, n'attendons rien des promesses électorales. Seule notre lutte paiera.

## La droite aux cantonales les mêmes pantins pour le même cirque

La préparation des élections cantonales s'accélère à quelques semaines des échéances.

Les partis de gauche PCM et PPM ont déjà publié la liste de leurs candidats. La droite, fidèle à elle-même soutiendra ses membres les plus réactionnaires : Emile Maurice à Saint-Joseph, Renard au Marigot, Jean-Baptiste Edmond à Fonis-Saint-Denis.

Les hommes qui sont soutenus par l'administration coloniale sont

tous des ennemis de la classe ouvrière, les réactionnaires les plus avérés, les partisans de l'immobilisme. Pour défendre « la Martinique, terre de France », voilà Renard, qui a terrorisé et terrorise encore la population du Marigot. Ce Renard a d'ailleurs été condamné pour ses agissements par la justice coloniale, tant il était allé loin dans ses mauvais coups. Pour défendre les bienfaits de la « France éternelle » aux Antilles, c'est Emile

Maurice qui refuse d'allouer les crédits nécessaires à la marche du Tribunal des Prud'hommes, et qui déclare que cette juridiction est inutile.

Ce sont donc des hommes qui représentent le pouvoir colonial, qui l'ont toujours défendu et qui montrent fort bien que sous le couvert de la « départementalisation économique », c'est toujours la même politique antipopulaire, anti-ouvrière et colonialiste qui continue.

## Senghor en Martinique : poète sans doute, mais aussi dictateur et valet de l'impérialisme

SENGHOR, président du Sénégal, à l'heure où nous écrivons est en visite aux Antilles. Il s'agit, paraît-il, d'un voyage culturel. En effet, il présidera la « semaine sénégalaise » organisée par le service municipal d'action culturelle de Fort-de-France. Il assistera également à une cérémonie de jumelage des villes de Saint-Louis (Sénégal) et de Pointe-à-Pitre. C'est donc le poète, le chanteur de la « négritude » qui viendrait nous rendre visite. Toutefois, les Max Elisé et ses compères de droite ont fait grand bruit sur sa venue dans les colonnes de France-Antilles. Et ce n'est pas un hasard. En effet, nous ne saurions oublier que Senghor n'est pas que poète. Il est avant tout chef d'Etat d'un pays anciennement colonisé par la France. Et nous l'oublierions d'autant moins qu'il est l'un des chefs de file de ces valets que l'impérialisme français a placé à la tête de ses anciennes colonies d'Afrique lors de leur accession à l'indépendance pour servir au mieux ses intérêts.

Senghor ne vient-il pas de prendre position en faveur des mouvements angolais qui sont aidés par l'Afrique du Sud raciste contre le régime dirigé par le MPLA. Cette attitude n'est d'ailleurs pas nouvelle. Du temps de la guerre de Guinée-Bissau, lors-

que les troupes nationalistes étaient poursuivies par les troupes des colonialistes portugais dans la Casamance, Senghor faisait fermer les frontières et refusait d'aider et même d'accueillir les combattants en difficulté.

Comment oublier que le poète est aussi un dictateur ? Comment pourrions-nous oublier que Senghor dirige un régime dictatorial où la liberté de parole, d'association et bien des libertés élémentaires sont bafouées ?

La répression contre les travailleurs n'est plus le fait des troupes coloniales mais de la police de Senghor. Son régime interdit tous les partis d'opposition. Et celui qu'il a récemment toléré n'est que le figurant d'une mascarade organisée pour faire croire sur la scène internationale à l'existence d'une démocratie. En fait, le régime traque les militants communistes, jette en prison les syndicalistes, torture les opposants. En même temps, il protège les intérêts des grands trusts français qui comme Lesieur pillent le Sénégal et exploitent les ouvriers et les paysans sénégalais.

Alors les travailleurs des Antilles n'ont aucune raison de faire bon accueil à ce représentant d'une bourgeoisie sénégalaise servile, incapable de promouvoir une politique de développement et de faire face aux problèmes

énormes des masses laborieuses.

Car il n'est pas question de saluer l'ennemi des travailleurs sénégalais, le commis des capitalistes français.

Il ne manquera certainement pas d'hommes politiques de gau-

che pour nous inviter à lui faire bon accueil en jouant sur le fait qu'il s'agit d'un représentant de l'Afrique d'où nous sommes originaires. Eh bien, non ! Cette Afrique-là n'est pas celle que nous voulons accueillir. Celle qui nous intéresse, celle à qui va no-

tre soutien, c'est l'Afrique des travailleurs, l'Afrique de ceux qui se battent pour une société sans oppression et sans exploitation. Oui, notre Afrique, c'est celle des opprimés en lutte contre les valets d'impérialisme tels que Senghor.

## La grève des avocats (Martinique)

LES avocats de Martinique se sont estimés diffamés par un article du journal Le Monde du 3 janvier 1976 intitulé « Antilles Françaises, Pressions, Passe-droits et Fraude Fiscale ». Cet article révélait les pressions exercées par le préfet sur les magistrats et dénonçait les fraudes fiscales des gros capitalistes, les affaires étouffées lorsque des patrons ou des représentants du colonialisme sont en cause, le renvoi en France d'un procureur de la République suspect d'indépendance envers le pouvoir colonial.

Ainsi messieurs les avocats se sont sentis atteints dans leur dignité, car ils sont très chatouilleux pour tout ce qui touche à ce qu'ils nomment « l'honneur de la profession ». Et ils ont décidé de se mettre en grève du 8 au 12

janvier pour protester contre les affirmations qu'ils estimaient calomnieuses à leur égard, de l'article en question.

Ceux des avocats qui ne se sentent pas liés au système colonial ont dû être gênés par cette grève de la majorité de leur corporation. Car ils savent que les avocats qui étaient à l'origine de cette grève ne montrent pas le même empressement à réclamer le respect de la dignité et de la justice en d'autres circonstances et sur des faits autrement plus graves.

En effet que n'ont-ils eu ce bel élan de protestation lors de l'assassinat de Nouvet, Ilmany ou Marie-Louise ? Que ne dénoncent-ils, eux qui prétendent défendre les libertés de chacun, la justice des bourgeois qui épargne les riches et écrase les pauvres ? Que ne se dressent-ils, eux qui parlent de

« dignité et d'indépendance de la profession », contre les privilèges des capitalistes et les interventions des autorités coloniales dans le fonctionnement de la justice. Les a-t-on vu intervenir pour protester contre les procès colonialistes des jeunes du Gros-Morne ou ceux des ouvriers agricoles et des militants après la grève de février 1974 ? Les a-t-on entendu s'élever contre la misère, le chômage, la répression, le racisme quotidien de cette société coloniale ? Il y a pourtant eu et il y a encore dans ce système colonial plus d'une occasion pour ces avocats de se mettre en grève ; mais voilà de tout cela ils n'ont jamais dit un mot. Car ces messieurs sont, dans leur majorité, du côté du pouvoir colonial et leur « vertu offensée » ne trompe personne ; ce ne sont que cris hypocrites.

# L'Algérie et le Maroc au bord de l'affrontement

Les 27 et 28 janvier dernier les troupes marocaines et algériennes se sont accrochées en territoire sahraoui. Cet accrochage a failli déclencher une guerre entre les deux pays.

Comment en est-on arrivé là? Après le départ de l'Espagne du Sahara occidental, ce pays a été occupé par le Maroc et la Mauritanie. Les bourgeoisies de ces deux pays, surtout celle du Maroc, ont mis la main sur les riches gisements du sous-sol sahraoui. Cette occupation prend l'allure d'une véritable guerre de conquête, car l'armée marocaine doit faire face à l'opposition d'une partie de la population sahraoui.

L'Algérie, autre voisine du Sahara occidental, joue une autre carte. Elle soutient une organisation nationaliste, le front Polisario. Mais cette aide algérienne n'est pas désintéressée. Car pour l'Algérie, le Sahara occidental représente non seulement un pays dont le sous-sol est riche en phos-

phates, mais aussi un débouché sur l'océan atlantique.

L'Algérie et le Maroc investissent actuellement des sommes colossales pour acquérir des armes.

Ainsi donc, les dictatures réactionnaires du Maroc et de la Mauritanie, ainsi que le régime militaire de l'Algérie ont failli conduire leurs peuples respectifs à une guerre insensée. A une guerre où aucun des deux peuples engagés n'avait rien à gagner.

Cette fois la guerre a été évitée, encore que de violents accrochages ont eu lieu. Mais cette région demeure un foyer de tension, avec la menace constante d'une nouvelle flambée guerrière.

Et si la situation est telle, la responsabilité n'incombe pas seulement aux régimes de ces pays. Elle incombe plus encore aux puissances impérialistes, qui avaient à l'époque coloniale découpé cette région au gré de leurs intérêts et y avaient suscité et culti-

vé des haines aussi tenaces qu'artificielles.

L'impérialisme comme les dirigeants de ces pays ont intérêt à ce que ces peuples tombent dans

le piège nationaliste, en s'opposant les uns aux autres. Mais la seule voie de l'avenir pour les exploités de ces régions n'est pas de se mobiliser au nom du nationa-

lisme derrière les dictatures qui les oppriment, mais d'unir leurs forces par delà les frontières, pour abattre ensemble leurs oppresseurs.

## Mayotte : le moindre mal ?

A une très large majorité (99,4%) les habitants de Mayotte dans l'archipel des Comores, se sont prononcés dimanche 8 février en faveur du maintien de l'île dans la République française.

Il était déjà aberrant que le colonialisme fasse obstacle à l'émancipation des peuples des derniers territoires sur lesquels s'exerce sa domination directe.

Voilà maintenant que, de la dislocation artificielle du nouvel Etat comorien, intervenue avant même qu'il parvienne à une existence in-

dépendante, le pouvoir colonial vient de faire surgir, à 12.000 kilomètres de Paris un cinquième DOM de 370 km<sup>2</sup> !

En cent trente-cinq ans, l'Etat colonial n'a pas été capable ou n'a pas jugé utile de débarrasser la population de ces lointains territoires des tares les plus scandaleuses du sous-développement dont par ailleurs il est pour une bonne part l'artisan.

Mais si la population mahoraise a finalement choisi d'être rattachée à la France de Giscard, c'est

en raison des pressions considérables que les notables locaux ont fait peser sur elle.

C'est surtout parce qu'entre deux pouvoirs oppresseurs, le colonialisme et la dictature d'un Ali Solih, chef du jeune Etat comorien (auquel géographiquement appartient l'île), les Mahorais ont préféré subir la loi du premier en nourrissant l'espoir que, dans la mesure où le centre de décision se trouvait éloigné de plusieurs milliers de kilomètres, le poids de l'oppression se ferait moins sentir.

## Djibouti : à bas le colonialisme

Ordre colonial à Djibouti, cela signifie 80% de chômeurs, chômeurs qui crouissent dans la misère et le dénuement le plus total. A défaut de sécurité sociale et d'allocations chômage, le gouvernement français, pour tromper leur faim sans doute, a organisé un lucratif trafic de drogue, le kât, une plante qui « stimule ».

Mais ce n'est pas, loin de là, le seul moyen d'action du gouvernement français. La ville de Djibouti est en état de siège permanent, entourée de barbelés électrifiés... C'est une ville dans laquelle les ratissages n'ont pas d'heure : à trois heures du matin comme à midi, les légionnaires entrent et

vident les maisons. Et gare à ceux qui sont trouvés sans carte d'identité française (c'est le cas de la majorité de la population puisqu'elles sont distribuées avec parcimonie), ils sont purement et simplement considérés comme étrangers et expulsés vers la Somalie ou vers l'Ethiopie. C'est en même temps un moyen de se débarrasser des opposants sans aucune formalité : il suffit de leur prendre leur carte d'identité.

Par ailleurs la puissance coloniale cultive la division entre les ethnies Somalis et les Afars. Et elle ose aujourd'hui justifier sa présence en prétendant que seuls les militaires français peuvent

empêcher des affrontements sanglants entre communautés.

Bien sûr le gouvernement français se vante d'avoir l'accord des populations. Mais quand on connaît les pratiques électorales en vigueur à Djibouti on sait ce que cela veut dire. Les cartes d'électeurs par exemple sont distribuées par l'intermédiaire des chefs coutumiers (les Okal) qui sont appointés par l'administration. Ces cartes ne sont distribuées qu'aux partisans du gouvernement, quant aux autres le chef votera pour eux puisqu'il suffit pour cela de posséder la carte.

Après environ un siècle de domination coloniale la France pré-

tend aujourd'hui accorder l'indépendance à brève échéance. Mais l'indépendance que prépare le gouvernement français ressemble comme deux gouttes d'eau à la situation coloniale. Au point que Paris ne se donne même pas la peine de changer de valet : le même Ali Aref, haï par la population, qui hier était le principal représentant local du pouvoir colonial, est censé devenir par la grâce de Giscard, le premier représentant de Djibouti indépendant.

Mais tout laisse penser que la population n'acceptera pas une indépendance factice, ni la continuation du colonialisme par d'autres moyens.

## Il y a vingt ans la déstalinisation

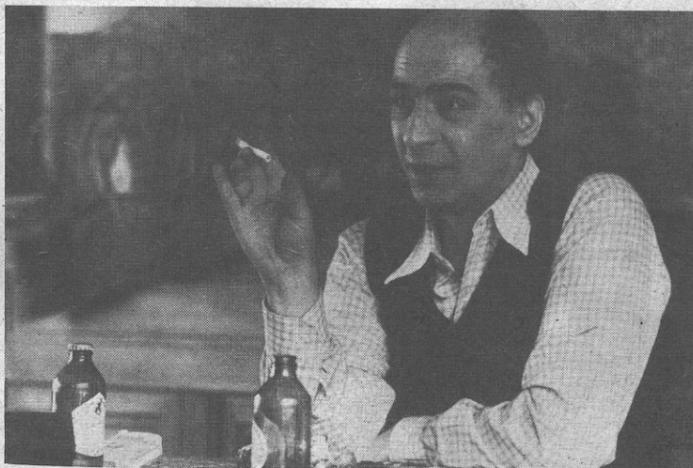
En février 1956 se tenait un congrès du parti communiste de l'Union soviétique - le vingtième - resté célèbre parce que celui qui à l'époque détenait tous les pouvoirs dans le parti et l'Etat, Nikita Krouchtchev, dénonçait publiquement à cette occasion les crimes de Staline. Pour la première fois en URSS un dirigeant haut placé reconnaissait que le règne de son prédécesseur avait été jalonné d'événements qui n'avaient rien à voir avec la dictature du prolétariat, avec le socialisme et la démocratie ouvrière (arrestations illégales d'opposants, déportations, bannissements, assassinats...).

Krouchtchev a prétendu ne pas reprendre à son compte ces méfaits en rejetant la responsabilité de tous ceux-ci sur les défauts

personnels de Staline. Mais si un individu tel que ce dernier a pu, pendant un quart de siècle, imposer sa dictature personnelle à l'URSS, c'est qu'au travers du personnage, toute une couche de bureaucrates, issus des rangs du prolétariat, pour avoir exercé le pouvoir d'Etat dans des périodes exceptionnelles, a imposé sa domination à l'ensemble de la société.

Et aujourd'hui, en URSS, il reste au prolétariat à reprendre le pouvoir car la déstalinisation façon Krouchtchev n'a transformé ni celui-ci ni ses successeurs en représentants authentiques des intérêts de la classe ouvrière, et n'a pas entraîné l'abandon des méthodes stalinienne de gouvernement.

## Léonid Pliouchtch libéré



Après une campagne internationale en sa faveur, Leonid Pliouchtch a été libéré. Leonid Pliouchtch est ce mathématicien soviétique qui était interné dans un hôpital psychiatrique simplement parce qu'il avait osé critiquer la politique de son gouvernement.

Pliouchtch a été libéré, mais il y a encore en URSS des milliers d'hommes enfermés, soit dans des hôpitaux psychiatriques, soit plus franchement dans des camps de

déportation, en raison de leurs idées politiques. Le régime soviétique n'hésite pas à emprisonner les opposants, y compris ceux qui continuent à se réclamer du communisme.

De telles méthodes sont la preuve que le stalinisme n'est pas mort en URSS. Sous Brejnev, comme sous Kroutchev ou sous Staline, l'Union soviétique n'est pas un pays socialiste; car le socialisme signifie avant tout la liberté.

### KISSINGER MENACE LES OPPRIMÉS

Récemment, Kissinger a tenu à faire la déclaration suivante :

« L'administration a le devoir de faire savoir nettement à l'Union Soviétique et à Cuba que l'Angola ne saurait constituer un précédent et que ce type d'action ne saurait plus être toléré à l'avenir ».

Voilà, l'URSS, Cuba sont prévenus. A l'URSS, il s'agit de rappeler que l'impérialisme américain ne tolérera pas qu'elle utilise les luttes d'émancipation nationale pour gagner des alliés dans la zone d'influence de l'impérialisme... Mais sont aussi prévenus les peuples qui voudraient se libérer du joug colonial, de la domination impérialiste. C'est surtout à eux que s'adresse cet avertissement. Ils sauront que dans leurs luttes il faudra continuer de compter avec le premier gendarme de l'ordre impérialiste, les Etats-Unis.

Mais ne le savaient-ils pas encore ? Ces menaces sont-elles nouvelles ? Ont-elles empêché la Chine, le Vietnam, l'Angola ?

### COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :  
Marie-Eugène ZOROR  
Adresser  
toute correspondance :

ANTILLES :  
Gérard BEAUJOUR  
BP 214  
97110 POINTE-A-PITRE  
(GUADELOUPE)  
ou BP 386  
97204 FORT-DE-FRANCE  
(MARTINIQUE)

FRANCE :  
Combat Ouvrier  
BP 80  
93302 AUBERVILLIERS  
Impression  
Graphie-Press  
Epleny-sur-Seine  
Commission paritaire  
N° 51-728

### TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :  
— ordinaires 1 an : 12 F.  
— sous pli fermé 1 an : 15 F.  
ANTILLES :  
— sous pli fermé 1 an : 18 F.  
ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds,  
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC  
CCP 32 500-71 La Source

### LE SOCIALISME SELON JUSTICE

« Madagascar est bien partie sur la voie du socialisme », telle est la conclusion d'un article de Justice, organe du PCM, paru le 29 janvier 1976. C'est clair, pour qui avait des doutes sur ce que Justice entend par « socialisme ». Une dictature militaire au service de la bourgeoisie nationale, et qui pour elle, tente d'arracher de plus grosses miettes à l'impérialisme, en

particulier en nationalisant certains secteurs de l'économie.

Pour nous, le terme de socialisme recouvre une toute autre réalité : celle d'une société dont les capitalistes seraient exclus, une société engagée dans de vastes transformations sous la direction et au profit des travailleurs exerçant démocratiquement le pouvoir.